

# Le dialogue social est-il encore possible?

Le gouvernement nous annonce que le dialogue social est renoué. Les concertations ou débats tripartites attendus ont pour objectif de relancer une tradition d'exception qui a jusqu'à présent permis de maintenir notre modèle social et par là même la paix sociale.

Depuis qu'on ne se parlait plus, les solutions proposées pour faire face à la crise avaient érigé des fronts qui semblaient insurmontables. Le modèle social luxembourgeois, basé sur le consensus, était mis à l'épreuve par des revendications patronales allant de l'arrêt de l'indexation des salaires à un nivellement par le bas du salaire social minimum, en passant par une flexibilisation du temps légal du travail et une dégradation de la protection légale en cas de maladie. Toutes ces propositions étaient bien entendu épaulées par des recommandations de la Commission européenne, plus soucieuse de la rigueur

budgétaire et de l'euro que de la vie difficile de beaucoup de citoyens.

Ce n'est peut-être pas un hasard si l'on s'est remis à la table des négociations pour se recentrer sur l'essentiel, après les dernières révélations au grand public de pratiques qui permettaient à certaines personnes physiques ou morales d'échapper presque totalement à l'impôt. L'hypocrisie était arrivée à son comble.

Nous sommes loin du temps où même le révolutionnaire Babeuf écrivait que «tout être humain qui vit au sein d'une société est intéressé à son bonheur» et que «le propriétaire et l'ouvrier sont l'un et l'autre réciproquement utiles».

Aujourd'hui, M. Mittal, les princes du Qatar et les propriétaires des fonds de pension internationaux ne vivent plus au sein de notre société, leurs enfants ne vont pas à l'école avec les nôtres, nous ne croisons pas les «propriétaires» dans la

rue, ni au supermarché, ni chez le médecin, ni même lors de la négociation de conventions collectives.

Ce sont des fantômes mandatés qui négocient à leur place, des «managers» qui obéissent à une logique coloniale: prendre tant qu'on peut et quitter les lieux quand il n'y a plus rien à prendre. Ces gens-là ne sont pas intéressés par le bonheur de la société. Quand ils engagent le «dialogue», c'est au mieux pour gagner du temps en invoquant la crise économique, au pire pour réaliser leur prochain tour de pickpocket social.

Au gouvernement revient la responsabilité de bien expliquer aux représentants des groupes internationaux que notre modèle social est une condition incontournable à respecter, s'ils veulent continuer à faire des affaires au Luxembourg.

Alors, avec qui va s'engager le nouveau «dialogue» social, si ce n'est avec les petits et moyens entrepreneurs et commerçants qui sont les seuls vrais «patrons» qui se retrouveront à la table de la tripartite? Puissent-ils eux au moins comprendre ce que signifie l'«utilité réciproque» des entreprises et des salariés et aider à trouver des solutions qui tiennent compte de l'intérêt général.

Sinon, le renouveau du «dialogue social» dont se félicite le gouvernement finira très vite dans la désillusion. M. Mittal, les

princes du Qatar et les propriétaires des fonds de pension se remettront de l'échec de la nouvelle tripartite en allant voir ailleurs, mais nous autres, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer.

PIETRO MONACO

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

